

Réponse d'EDF à la consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie sur les principes de calcul du coût évité par l'obligation d'achat en métropole

Question 1 :

Que pensez-vous de l'opportunité de changer la méthode d'évaluation des coûts évités hors ZNI en se fondant sur des prix à terme plutôt que sur des prix day-ahead ?

Le mécanisme actuel d'évaluation des coûts évités conduit :

- pour les clients, à ce que le montant qui doit leur être répercuté au travers de la taxe CSPE soit fonction des prix de marché day-ahead constatés,
- pour l'opérateur de l'obligation d'achat EDF, à un prix de revient de l'énergie achetée au titre de l'obligation d'achat, après compensation, égal au prix de marché day-ahead.

Les clients comme EDF se trouvent donc, par ce dispositif, soumis à la volatilité des prix spot et à une variabilité importante (variabilité des charges de service publics supportées par les clients à travers la CSPE et variabilité de ses coûts d'achat pour EDF). L'évolution envisagée permettrait de réduire significativement cette variabilité.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de gestion des risques, l'opérateur de l'obligation d'achat cherche à limiter son exposition à la variabilité de ses coûts d'achat en prenant des positions de couverture sur les marchés. Cette politique impose en particulier pour EDF de réduire, avant le début de l'année budgétaire, l'exposition au minimum possible.

Pour limiter son exposition aux prix spot, l'opérateur de l'obligation d'achat va :

- être incité à attendre le day-ahead pour revendre à prix spot les volumes d'énergie qu'il acquiert dans le cadre de l'obligation d'achat,
- devoir acheter en conséquence de façon anticipée des volumes suffisants, sur base de produits à terme, et ce dans un marché parfois peu liquide, afin de faire face à ses engagements contractualisés et à un prix sécurisé.

L'évolution envisagée permettrait donc également de limiter les volumes d'achats de l'opérateur de l'obligation d'achat EDF sur les marchés à terme occasionnés par la règle actuellement utilisée pour le calcul des coûts évités.

Question 2 :

Dans l'hypothèse où la méthode serait modifiée, que pensez-vous de conserver la méthode de calcul du coût évité en vigueur pour les installations bénéficiant d'un contrat présentant une différenciation temporelle ?

Nous pensons qu'il y a lieu de retenir une référence de prix à terme plutôt qu'une référence de prix spot pour la part de la production qui pourrait raisonnablement être substituée par des achats à terme ie des achats fermes de blocs. La production des contrats présentant une différenciation temporelle pouvant difficilement être substituée par ce type de produits, nous estimons qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause le choix de la référence de prix spot dans ce cas.

Question 3 :

Avez-vous des observations à formuler sur le découpage de l'énergie produite de façon quasi-certaine ?

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur le découpage de l'énergie produite proposé.

Question 4 :

Avez-vous des observations à formuler sur les valeurs des coefficients de puissance quasi-certaine envisagées

Les coefficients de puissance quasi-certaine proposés sont cohérents avec ceux qu'a pu estimer EDF sur la base des historiques de production des différentes filières sous obligation d'achat et de différentes simulations.

Nous souhaitons néanmoins apporter les deux précisions suivantes :

- il est indispensable que, pour définir les volumes de puissance quasi-certaine, ces coefficients de puissance soient appliqués à une vision prévisionnelle du parc installé sur l'année considérée, et non pas sur la vision du parc ayant fonctionné au cours de l'année précédente,
- les valeurs de ces coefficients devront être réexaminées périodiquement, notamment pour les filières très hétérogènes et/ou pour lesquelles l'historique de production est aujourd'hui limité (éolien en particulier).

Question 5 :

Les références de marché proposées vous paraissent-elles pertinentes ?

Les références de marché proposées nous semblent pertinentes au regard de la liquidité et de la résilience de ces derniers.

Question 6 :

Quels ajustements proposeriez-vous et pour quel profil de production ?

Aucun.

Question 7 :

Que pensez-vous de l'échéance de mise en œuvre envisagée ?

Une entrée en application du dispositif pour le calcul des charges constatées 2010 nous conviendrait, sous réserve qu'une période transitoire telle qu'évoquée au chapitre 8 de la consultation soit bien mise en œuvre.

Pour ne pas obérer la capacité de l'opérateur de l'obligation d'achat à appliquer sa politique de risque prix sur la base des nouvelles modalités de calcul de compensation, il est nécessaire que les indexations retenues pour cette période transitoire reposent exclusivement sur des dates de cotation postérieures à la décision de changement des règles de compensation et de fixation des volumes quasi-certains.

Pour les produits « Ruban » et « Trimestriel », il est suggéré de réduire en phase transitoire les volumes indexés sur des prix à terme proportionnellement à la réduction du nombre de jours de cotation encore accessibles pour les références de prix correspondantes. Une telle approche procurerait une plus grande stabilité d'une année sur l'autre des volumes indexés sur des produits à terme, pour une date de cotation donnée.

Exemple :

On suppose que la décision relative au changement des modalités de compensation intervient le 1^{er} juillet 2009 pour une entrée en application pour le calcul des charges constatées 2010, et on s'intéresse à la part « base » de la production certaine. Le période de cotation encore accessible pour le produit Calendar « France » 2010 sera dans ce cas réduite à 6 mois au lieu de 24 mois en régime permanent. Si $V_{qc,b - \text{calculé}}$ est le volume quasi-certain de production de base résultant d'un calcul tel que défini au chapitre 4 de la consultation, alors le volume retenu pour lequel les coûts évités seraient calculés sur la base du produit Calendar « France » 2010 est $V_{qc,b} = V_{qc,b - \text{calculé}} \times (6/24)$.

Question 8 :

Pensez-vous qu'il serait pertinent d'appliquer cette méthode aux entreprises locales de distribution qui s'approvisionnent en partie sur le marché ou qu'il serait préférable de prévoir une dérogation pour ce qui les concerne ?

Sans opinion.

Question 9 :

Avez-vous des observations à formuler sur les principes de calcul proposés ?

Nous n'avons pas d'observation sur les principes de calcul proposés.

Néanmoins, nous insistons sur le fait que les différents volumes indexés sur des références de prix à terme devront être communiqués aux opérateurs concernés avec une anticipation suffisante pour leur permettre de mettre en œuvre leur politique de couverture du risque.

On peut illustrer cette idée de la façon suivante : si pour l'année N un volume V_{qcb} relève d'une référence de prix correspondant à la moyenne des cotations journalières du produit à terme Calendar « France » de Powernext puis du produit EEX Power Derivatives sur les deux années N-1 et N-2 précédant l'achat au titre de l'OA, ce volume V_{qcb} doit être défini au plus tard au 31 décembre de l'année N-3.

Dans l'exemple figurant dans le Tableau 2 du chapitre 6, ceci se traduirait par le fait que le volume V_{qcb} devrait être défini au plus tard au 31 décembre 2009, le volume $V_{qc,Q1}$ devrait être défini au plus tard au 31 décembre 2010, et les volumes $V_{qc,M11}$ et $V_{qc,M12}$ devraient être définis au moment du calcul des charges prévisionnelles 2012 (octobre 2011).

Question 10 :

Quel serait, selon vous, l'impact de ce changement de référence de prix de marché pour le calcul du coût évité, sur l'activité des marchés de gros ?

En cas de changement de modalités de calcul de compensation, l'opérateur de l'obligation d'achat serait naturellement amené à vendre des volumes en moyenne moins importants à des références de prix day-ahead. Cependant, nous pensons qu'il serait erroné d'en tirer des conclusions quant à l'activité des marchés spot organisés. En effet :

- une partie de ces volumes fait l'objet de transactions OTC,
- les volumes échangés chaque jour sont très variables en fonction des conditions de l'équilibre offre-demande en France,
- le changement de référence conduirait l'opérateur de l'obligation d'achat à accroître ses ventes sur les marchés à terme, les acquéreurs de ces volumes étant susceptibles d'en proposer tout ou partie sur les marchés spot.

L'impact de ce changement de référence sur les marchés à terme est discuté en réponse à la question suivante.

Question 11 :

Ce changement de référence vous semblerait-il bénéfique pour le développement des marchés à terme (liquidité, formation des prix, etc.) ?

Nous pensons que ce changement de référence devrait avoir un impact favorable sur la liquidité des marchés à terme.

En effet, le changement de référence diminuerait le besoin net¹ de couverture (i.e. moins d'achats, ou plus de ventes, sur les marchés à terme) auquel doit faire face l'opérateur de l'obligation d'achat. Par contre, sur la base des simulations du changement de la référence que nous avons effectuées, nous estimons que les volumes échangés² sur les marchés à terme ne subiraient pas une baisse similaire. En effet, la diminution du besoin net de couverture masque en fait une diminution des achats à certaines périodes, et une augmentation des ventes à d'autres.

Par ailleurs, les produits hiver en France figurent actuellement parmi les plus risqués du marché européen. Ce phénomène, qui conduit certaines contreparties à la plus grande prudence, est à rapprocher de la forte thermosensibilité de la demande française et de la mise tardive (i.e. pas avant le day-ahead) sur le marché d'un volume en moyenne équivalent à l'intégralité de l'énergie achetée au titre de l'obligation d'achat. Le changement de référence envisagé permettrait de limiter ce phénomène, et pourrait ainsi inciter de nouvelles contreparties à intervenir sur les marchés à terme, ce qui aurait un effet positif sur son développement.

Question 12 :

Globalement, quelle est votre appréciation sur les principes envisagés de calcul du coût évité par l'obligation d'achat, décrits dans les paragraphes qui précèdent ?

Les principes envisagés nous paraissent pertinents.

Question 13 :

Outre la prévisibilité que ce mode de calcul apporte aux charges liées à l'obligation d'achat, voyez-vous d'autres effets de ces nouveaux principes sur la CSPE ?

Il nous semble qu'un calcul des coûts évités relatifs à la part de production quasi-certaine fondé sur une référence de prix à terme reflète mieux la valeur sur le marché de la production considérée.

Question 14 :

Si vous avez d'autres remarques, merci de les indiquer.

Nous n'avons pas d'autres remarques.

¹ Solde annuel net de tous les achats et de toutes les ventes faites par l'opérateur des obligations d'achat sur les marchés à terme

² Cumul annuel des volumes, exprimés en valeur absolue, transactés par l'opérateur des obligations d'achat sur les marchés à terme